

Vendredi 15 juin 2018

Journée d'études

Architectures de la politique, politiques de l'architecture

Collège de France, Amphithéâtre Marguerite de Navarre

9:30-12 :30

Jean-Louis Cohen

Introduction aux débats.

Inscrites dans le prolongement du cours « L'architecture vecteur du politique : le gouvernement de l'espace », les contributions explorent un ensemble d'épisodes lors desquels le jeu entre dirigeants politiques et architectes s'est noué. Les interventions dont le fil conducteur est constitué, selon les cas, par la trajectoire des architectes, par celles des politiques sont croisées avec celles proposant l'interprétation d'une conjoncture précise de la relation entre les deux sphères.

Les figures se dégageant de ces analyses sont celles de l'espoir, de l'illusion ou de la frustration, ou encore celles de l'intransigeance, de l'accommodement et de l'intériorisation de la contrainte. Elles dessinent par leur mosaïque nécessairement incomplète des pans significatifs d'une chronique encore mal explorée dans son économie d'ensemble.

Jean-Louis Cohen est professeur à l'Institute of Fine Arts de New York University et chaire internationale au Collège de France. Il a publié plus de quarante ouvrages sur l'histoire de l'architecture et des villes.

Yannis Tsiomis

L'architecte anticipateur du politique : Athènes 1833.

Lors de la fondation d'Athènes, ville-capitale de l'État néohellénique, le rapport intime entre le politique et l'architecture peut être décomposé en trois temps.

Le premier est celui de l'anticipation, par des architectes, du choix et du plan d'Athènes, avant même qu'une décision politique soit prise.

Le deuxième, qui s'étend jusqu'au milieu du 20^e siècle, est celui de l'inversion, le politique prenant l'initiative et déformant ou reformant le plan de la ville au travers de l'intrusion de nouveaux acteurs – forces économiques, habitants, etc. Pendant ce temps, la capitale joue encore son rôle emblématique.

Enfin, le troisième temps, consécutif à la guerre mondiale, est celui de la métropole chaotique et en crise. Ce n'est plus le politique qui fait alors office de paravent de l'économie, mais c'est bien l'économie qui soumet l'architecture et le politique à ses desiderata. La ville-capitale perd ainsi ce que Jean Starobinski dénomme son rôle emblématique, et ne conserve plus guère qu'un rôle symbolique.

Yannis Tsiomis est architecte et urbaniste. Il est directeur d'études au Centre de recherches historiques de l'École des hautes études en sciences sociales, après avoir été professeur des écoles d'architecture. Il a mené des recherches sur le projet urbain en France et en Europe et sur l'œuvre

de Le Corbusier. Actif comme architecte, il est chargé de projets urbains, tels que l'aménagement du site archéologique de l'Agora d'Athènes et le projet de la ville de Košice, en Slovaquie), avec Cristiana Mazzoni, Viktor Malinovsky, et Alena Kubova. Son dernier ouvrage publié est *Athènes à soi-même étrangère ; naissance d'une capitale néoclassique* (Marseille, 2017).

Wolfgang Voigt

New Tradition and Politics during Weimar Republic and Third Reich: the Architect Paul Schmitthenner.

One of the leading figures in architecture in interwar Germany was the Alsacian-born Paul Schmitthenner (1884-1972), who belonged to same generation of Le Corbusier, Walter Gropius and Mies van der Rohe, but was a charismatic teacher in the opposite camp of the new tradition. At the Polytechnic School in Stuttgart, he established together with Paul Bonatz a reformed faculty of architecture, which became for two decades the most popular German educational institution -strictly anti-academic, stimulated by the morals of craftsmanship and based on experience, regionalism and tradition.

In contrast, his Staaken garden-city near Berlin had been a pioneering project in standardization. Schmitthenner outmatched with his prefabricated timberwork the modernist projects for low-cost housing. In opposition to the modernist New Objectivity he developed a theory of "Built Form", based on the intrinsic correlation of material, detail and architectural expression.

Schmitthenner aspired in 1933 at becoming a leading architect of the regime and the supervisor of architectural education. But, while his disciples made careers within the Nazi administration, his expectations were frustrated. He kept his position in Stuttgart, but turned to a cyphered rhetoric of inner emigration, hostile to the bombastic architecture of Albert Speer.

Wolfgang Voigt a étudié l'architecture à l'université de Hanovre, où il a reçu son doctorat et son habilitation. Il a été chercheur à l'Université de Brème et aux Archives municipales de Hambourg, puis à l'École des Beaux-Arts de cette ville, où il a enseigné. Il a été directeur-adjoint du Deutsches Architekturmuseum (DAM) de Francfort/Main. Ses recherches ont porté sur les nouveaux traditionalistes allemands, sur le projet Atlantropa, sur l'architecture allemande dans l'Alsace occupée entre 1940 et 1944 et sur l'architecture de l'exil. Pour le DAM, il a conçu des expositions et des catalogues sur Heinz Bienefeld, Helmut Jacoby, Paul Schmitthenner, Dominikus Böhm, Gottfried Böhm, Paul Bonatz, Ernst May et Ferdinand Kramer.

Elisabeth Essaïan

Le plan de Moscou de 1935 : goûts et actions du décideur politique

Le 10 juillet 1935, Joseph Staline et Viatcheslav Molotov signent la décision concernant l'adoption du Plan général de la reconstruction de Moscou. Élaboré entre 1932 et 1935 par un collectif d'architectes et d'ingénieurs dirigé par l'urbaniste Vladimir Semionov, puis par l'architecte Serguéï Tchernychev, ce plan servira de modèle pour d'autres villes de l'URSS et, après 1945, dans le bloc Oriental.

Les appellations communément utilisées pour désigner ce projet et les productions architecturales qui en sont issues - le plan lui-même, les bâtiments de grande hauteur, les immeubles d'appartements staliniens - insistent, à travers la forme adjectivale, sur le rôle de Staline, surnommé par ailleurs le « génial *zodtchi* (architecte) de Moscou ».

La réalité de cette "verticale du pouvoir" sera mise en perspective au travers de l'étude des formes, des lieux d'expression et des constructions révélant le goût et l'action du décideur politique. Plus qu'une remise en cause des effets de la doctrine du réalisme « socialiste », il s'agira de mettre en évidence la complexité des relations et des prises de décisions intervenues de 1932 à 1954 entre la sphère politique et le monde professionnel.

Architecte et docteure en architecture, Elisabeth Essaïan est enseignante-chercheuse à l'ENS d'architecture de Paris-Belleville. Elle s'est particulièrement intéressée aux relations entre l'architecte et l'acteur politique, à la fabrique urbaine et à la circulation des modèles. Elle a participé au programme de recherche « Les mots de la ville », et codirige l'action transversale « Explorations figuratives. Nouvelles lisibilités du projet » au sein de l'UMR AUSSER. Elle a notamment publié *Portrait de ville, Moscou* (Paris, 2009), *Le prix de Rome ; Le grand tour des architectes soviétiques sous Mussolini* (Paris, 2011), *Lina Bo Bardi, enseignements partagés* (Paris, 2017, avec Alessandra Criconia) et *Le prolétariat ne se promène pas nu. Moscou en projets* (Marseille, 2018),

Marida Talamona

Adriano Olivetti : l'architecture et la politique du plan.

Dans la seconde moitié des années 1930, l'urbanisme, inscrit dans le cadre de l'organisation corporative de l'état fasciste, semble avoir acquis une identité forte comme discipline, un champ d'action propre et un rapport explicite avec le pouvoir politique. Adriano Olivetti (1901-1960), industriel d'avant-garde, parrain et collaborateur des jeunes architectes rationalistes milanais, entrevoit dans l'économie corporative la possibilité de réaliser des plans régionaux dans lesquels l'usine deviendrait le moteur du développement territorial, du progrès et surtout, dans une optique de collaboration de classe, de la conjugaison de l'humain et du social.

C'est là le principe fondateur du plan régulateur du Val d'Aoste, coordonné par Olivetti entre 1935 et 1937, dont les éléments architecturaux sont étudiés par BBPR, Luigi Figini et Gino Pollini, et Piero Bottoni.

Repensée pendant les mois de son exil en Suisse grâce à la lecture des philosophes catholiques français et à l'adhésion aux thèmes du christianisme social, cette expérience créera dans l'après-guerre la base de son projet communautaire et ses politiques culturelles, dans lesquelles le rôle de l'architecture et de l'urbanisme sera central.

Docteure en histoire de l'architecture, Marida Talamona est professeure d'histoire de l'architecture contemporaine à l'Université Roma Tre et membre de l'école doctorale de l'Université IUAV de Venise. Ses travaux portent sur l'architecture du 20^e siècle en Europe, en particulier sur l'œuvre de Le Corbusier et sur l'architecture italienne de l'entre-deux guerres. Outre ses nombreuses contributions à des ouvrages collectifs et à des périodiques. Elle a publié *Casa Malaparte* (Milan, 1990 ; Paris, 1995) et *L'Italia di Le Corbusier* (Rome, 2012) catalogue de l'exposition dont elle a assuré le commissariat au MAXXI de Rome. Ses recherches actuelles portent sur l'œuvre de Luigi Cosenza et Bernard Rudofsky à Naples.

14:30-18:00

Margareth Pereira

Les horizons politiques de l'architecture : l'action d'Oscar Niemeyer d'une dictature à l'autre

(1937-1964).

Le parcours d'Oscar Niemeyer est indissociable de la politique. Dans la chronologie assez linéaire de son œuvre, les commandes et les chantiers publics et institutionnels sont nombreux, du ministère de l'Éducation à Rio à la construction de Brasilia et au-delà. En dépit de sa cohérence apparente, elle révèle des formes d'action différentes quant au processus de conception et de réalisation et décline ainsi des manières changeantes de penser et pratiquer la politique.

L'action d'Oscar Niemeyer, de la dictature de Getúlio Vargas (1937-1945) à la dictature militaire (1964-1988), permet d'engager plusieurs chantiers de recherche sur l'architectural et la politique. La communication expose quatre commandes auxquelles Oscar Niemeyer a dû répondre : l'église de São Francisco à Pampulha, le siège des Nations-Unies à New York, le siège du Parti communiste français et le palais d'Itamaraty à Brasilia.

Sont examinés les conditions de possibilité de ces projets comme œuvre collective et individuelle, le jeu entre autonomie et hétéronomie qu'elles révèlent, la puissance et les impuissances de la pratique architecturale et enfin les intelligences et mésintelligences politiques, administratives, techniques, formelles qui s'y rencontrent.

Formée entre Rio de Janeiro et Paris, Margareth Pereira est architecte, urbaniste, et historienne de l'art et de l'architecture. Elle est professeure au Programme doctoral en urbanisme de l'Universidade Federal do Rio de Janeiro et chercheure au Centre national de recherches du Brésil, où elle représente sa discipline dans le comité national d'évaluation. Elle a été professeure invitée à l'Université Nationale de Colombie, à l'Institut français d'urbanisme et à l'Institut d'urbanisme de Paris, ainsi qu'à l'École des hautes études en sciences sociales. Ses nombreuses publications mobilisent autour de thèmes pour l'essentiel brésiliens l'art, les sciences sociales et l'histoire pour interroger, outre l'historiographie, les savoirs architecturaux et urbains, et les formes culturelles et bâties des villes dans leur rapport au politique.

Dirk van den Heuvel

Jaap Bakema and the Open Society. Architecture, Democracy and the Welfare State in the Netherlands.

Throughout the post-WWII decades Dutch architect Jaap Bakema (1914-1981) was inspired to build for a democratic and egalitarian society which recognized and accommodated diversity in lifestyles as a starting point for urban planning. This is evidenced by his many interventions within the CIAM, to begin with his statement on behalf of young Dutch architects at the 1947 reunion congress in Bridgwater, England.

At the Otterlo congress, Bakema introduced in 1959 the subject of an open society to the circles of CIAM and Team 10. He continued the conversation on the subject throughout his lifetime, especially in international exchanges with colleagues in the USA and Japan.

For Bakema, the open society implied a social project of change, contestation and communication. It was to be built on comprehensive welfare state arrangements between government bodies, citizens and the industry. At the same time, he envisaged a modernized Netherlands as the open society par excellence.

However, in the early 1970s, when the welfare state redistribution system seemed to be fully established, a new wave of radical democratization and economic change drastically affected Dutch society, and Bakema's project for a new integration of architecture and regional planning lost its momentum.

Dirk van den Heuvel is an Associate Professor at the Technical University Delft and directs the Jaap Bakema Study Centre at the Nieuwe Instituut in Rotterdam. He curated “Open: A Bakema Celebration”, the Dutch contribution to the Venice architecture biennale in 2014. He is an editor of the series DASH (Delft Architectural Studies on Housing) and the architecture theory journal *Footprint*. He also served as editor of *OASE*. His publications include *Alison and Peter Smithson: From the House of the Future to a House of Today* (Rotterdam, 2004), *Team 10: In Search of a Utopia of the Present 1953-1981* (Rotterdam, 2005), *Architecture and the Welfare State* (London, 2015), and *Jaap Bakema and the Open Society* (Amsterdam, 2018). In 2017, he has received Harvard University’s Richard Rogers Fellowship.

Nuno Grande

Portugal 1974: the Carnation Revolution and the SAAL Process. A triangular relationship between Policy, Process and Project.

The Portuguese Revolution of 25 April 1974 fuelled a period of vigorous popular demand for better living conditions. The early revolutionary governments sought to resolve this social urgency by implementing hurried public policies on a par with those which other European countries had been pursuing for at least two decades. This short circuit between modernity and post-modernity, power and counter-power, culture and counterculture, gave rise to the most fascinating aspect of the Portuguese revolutionary process.

No policy was more marked by this fascination and volatility than the SAAL (Serviço de Apoio Ambulatório Local) created in July 1974 by the architect Nuno Portas, Housing Secretary in the first provisional government. The program’s goal was to provide a quick and direct response to the demands of various housing associations throughout the country, supported by local interdisciplinary teams of architects, sociologists, social workers and legal experts: the SAAL brigades.

In Porto, these brigades were coordinated by architect Alexandre Alves Costa, whose strategy focussed on maintaining impoverished inhabitants within the urban centre, in contrast to previous tendencies to destroy the traditional working-class neighbourhoods, and relocate their inhabitants to new peripheral complexes.

Involved in the revolutionary program, Porto-based architects such as Álvaro Siza, Pedro Ramalho, and Sérgio Fernandez subtly combined new forms of housing with the existing urban structures, giving to the people what Henri Lefebvre has called the “right to the city”.

Architecte et professeur associé à l'Université de Coimbra, où il a obtenu son doctorat, Nuno Portas a été professeur invité à l'Université de Porto, où il a obtenu son diplôme d'architecte. Chercheur au Centre d'études sociales de l'Université de Coimbra, il a été commissaire de différentes expositions sur l'architecture portugaise à Porto et à Guimarães, lorsque ces villes furent capitales européennes de la culture, à la Triennale d'architecture de Lisbonne, aux Biennales d'architecture de São Paulo et Venise, et à la Cité de l'architecture et du patrimoine à Paris. Il est l'auteur de plusieurs livres et essais sur l'architecture portugaise au Portugal et à l'étranger, dont *Les Universalistes, 50 ans d'architecture portugaise* (Paris, 2016).

François Chaslin

Les grands projets architecturaux « en l'État » (1958-2018).

L'intervention reviendra sur une spécificité française qui a beaucoup étonné dans les années 1980 : la conduite d'opérations architecturales particulières, dites « grands projets », placées sous l'autorité directe, l'autorité « régaliennne », des présidents de la République. Elle n'évoquera qu'à peine les projets mitterrandiens pour saisir ce phénomène sur une plus longue durée : six décennies, au cours desquelles se succédèrent huit présidents, trois maires de Paris et vingt-quatre gouvernements et majorités politiques issus des élections législatives.

Architecte et critique, François Chaslin est professeur honoraire des écoles d'architecture. Il a notamment collaboré au *Monde*, à *Libération* et au *Nouvel Observateur*, fut le rédacteur en chef de *l'Architecture d'aujourd'hui*. Il a conçu et produit durant treize ans l'émission hebdomadaire de France-Culture *Métropolitains*. Il est l'auteur d'ouvrages comme *Les Paris de François Mitterrand* (Paris, 1985), *La Grande Arche* (Paris, 1989), *Une haine monumentale, essai sur la destruction des villes dans l'ex-Yougoslavie* (Paris, 1997), *Deux conversations avec Rem Koolhaas, et caetera* (Paris, 2001), *The Dutch Embassy in Berlin by Oma/Rem Koolhaas* (Rotterdam, 2004), *Architecture et photographie* (Lille, 2007), et de monographies d'architectes dont Mario Botta (avec Pierluigi Nicolini), Tadao Ando, Kisho Kurokawa, Norman Foster, Charles Vandenhove, Henri Ciriani, Christian de Portzamparc, Henri Gaudin, Chaix et Morel, et al.. Il a publié *André Bruyère* (Paris 2016), *Jean Nouvel, critiques* (2008), et l'essai littéraire *Un Corbusier* (Paris, 2015).

Traduction simultanée de/vers l'anglais.